





# LA GRÂCE DU DON

« L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ »





BARTOLOMÉ CLAVERO

LA GRÂCE  
DU DON

Anthropologie catholique  
de l'économie moderne

*Préface de Jacques Le Goff*

*Traduit de l'espagnol  
par Jean-Frédéric Schaub*

Ouvrage publié avec le concours  
du Centre national du Livre

Albin Michel

*Collection « L'Évolution de l'Humanité »  
fondée par Henri Berr,  
dirigée par Jean-Claude Perrot et Philippe Boutry*

Ouvrage publié sous la direction  
de Bernard Lepetit

*Titre original :*

ANTIDORA. ANTROPOLOGÍA CATÓLICA  
DE LA ECONOMÍA MODERNA

© Dott. A. Giuffrè Editore, S.p.A., Milan, 1991

*Traduction française :*

© Éditions Albin Michel, S.A., 1996  
22, rue Huyghens 75014 Paris

ISBN 2-226-08798-2  
ISSN 0755-1843

Pour Mercedes : gracia, don y beneficio.





## Préface

Au seuil de ce livre où l'on parle beaucoup d'amitié, qu'on me permette de dire que je dois à l'amitié de Bernard Lepetit, qui allait nous être tragiquement enlevé, d'avoir accepté d'écrire une préface pour un ouvrage ne relevant que faiblement de ma compétence. Même s'il comporte un important prélude consacré au Moyen Age, le domaine chronologique de ce livre est les Temps modernes — XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup>siècle — et je suis médiéviste. Même si l'étendue géographique, historique et idéologique est la catholicité européenne de cette époque, son terrain de démonstration essentiel, c'est l'Espagne ou plutôt, l'auteur s'en explique, la Castille — et je ne suis pas hispanisant — mais Clavero souligne que « sa patrie historique », c'est « la religion chrétienne ». Bien que le droit se trouve dans cette étude, comme beaucoup d'autres concepts et disciplines, remis, si j'ose dire, à sa place, Clavero n'en est pas moins universitairement situé dans une faculté juridique, et je suis très — trop — ignorant en matière d'histoire du droit. Mais Bernard Lepetit m'avait alléché : « C'est un grand livre », m'écrivit-il.

Le point d'ancrage de l'œuvre était l'usure ou plutôt, on le verra, un phénomène lié à l'usure dont l'importance avait échappé aux historiens ; pour avoir effleuré certains aspects de l'usure médiévale par le biais de la religion, je savais que si l'on tirait ce fil, on pouvait aller très loin au cœur du système de pensée et d'ordre social des sociétés chrétiennes (catholiques ici) anciennes. Et surtout, derrière l'analyse de ce thème, l'objectif avoué de l'entreprise était la méthode historique et

l'ébauche, l'englobant ou à sa place, d'une méthode générale des sciences sociales à construire, une anthropologie, différente de celle des anthropologues, et qui tenait visiblement à prendre ses distances par rapport à l'anthropologie historique qui inspire depuis longtemps mon travail d'historien. Je n'allais pas être déçu. Bartolomé Clavero, qui pèse les mots et ses mots, définit l'objet de son livre dans le titre. Laissons de côté le titre original *Antidora*. Il se révélera plus tard. Chacun des quatre mots du sous-titre est également important. *Anthropologie*, c'est à préciser mais ce n'est pas de l'histoire, car l'histoire, en tout cas telle qu'elle a été faite jusqu'ici, est la cible principale. *Catholique*, car c'est un système conceptuel et social qui est analysé ici, celui du catholicisme tel qu'on le saisit dans l'Espagne des XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, d'où l'adjectif *moderne* qui indique le temps considéré. Enfin *économie*, ou plutôt ce qu'on a mis sous ce mot, car le terrain n'est pas en priorité, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre de l'auteur, celui du droit\*.

Commence alors un travail radical de critique et de déblaiement qui s'opère au détriment de l'historiographie de la pré-histoire du sujet, la période médiévale, qui ne sera pas traitée ici mais qui est doublement essentielle, en tant que période pendant laquelle se forme le système et en tant que pierre de touche de la disqualification de l'historiographie.

On part de l'usure et du problème, dans l'Europe catholique, du gain, du bénéfice, de la rétribution du prêt. Pour le comprendre tel qu'il fut, il ne faut pas se référer à l'économie et pas beaucoup aux contrats et au droit.

La clé du problème, c'est l'amitié. Là où il y a geste d'amitié, il n'y a pas usure. Est donc capitale l'intention. Et on me permettra de remarquer que, dans la genèse médiévale de cette mentalité et de ces comportements, il y a cette morale, cette théologie même, qui se forme au XII<sup>e</sup> siècle d'Abélard à saint Bernard pour une fois d'accord. Mais sans doute Clavero n'aimerait pas cette irruption quasi événementielle dans l'analyse d'un système. La condamnation de l'usure porte sur l'inten-

---

\* On verra que le titre français est parfaitement justifié.

tion ; c'est l'usure mentale qui est visée en dernier ressort. On est loin de l'économie.

Or, selon Clavero, tous les historiens de l'usure médiévale et de son environnement mental et pratique se sont lancés sur de fausses pistes. Ils sont partis du monde contemporain, de ses phénomènes, de ses concepts, de son vocabulaire pour les transporter au Moyen Age où ils étaient inconnus, ne fonctionnaient pas et n'expliquaient rien. Ils ont été obnubilés par l'anachronisme et en particulier par la fascination du capitalisme. Point d'arrivée fatal de la pensée et de la pratique économique, il devait être l'aimant qui allait attirer les attitudes médiévales à l'égard de ce que nous appelons l'économie. Il fallait donc suivre à la trace les frémissements du capitalisme au Moyen Age et repérer enfin le moment de son éclosion définitive, le bas Moyen Age. Le Moyen Age n'était qu'un prélude aux Temps modernes et ceux-ci étaient radicalement nouveaux. Le moderne était déjà le contemporain. Cette erreur de départ aveuglait les historiens. Ils ne cherchaient pas les mots du passé et ce qui se cachait sous ce qui nous paraissait actuel. Par exemple la banque. Qu'entendait-on par là au bas Moyen Age (et plus tard encore) ? Presque aucun historien de l'économie ancienne et de l'usure n'échappe au massacre. Karl Polanyi a sans doute le mieux abordé l'économie des époques reculées, et Benjamin Nelson\* a reconnu la charité et l'amitié comme les cadres de l'économie où se situait la doctrine de l'usure mais il n'a pas tiré les conséquences de cette reconnaissance. Bernard Groethuysen a constaté la résistance de la pensée économique encore au XVIII<sup>e</sup> siècle. E.P. Thompson a justement parlé d'« économie morale » et même Max Weber qui s'est trompé sur les rapports entre économie et religion, protestantisme et capitalisme, pourrait être récupéré. Ce n'est pas suffisant. A.V. Tchaianov (et je suis heureux de voir cet hommage indirectement rendu à mon cher Daniel Thorner) a eu le mérite de formuler une théorie des structures sociales en dehors de tout concept économique d'origine capitaliste et par

---

\* *The Idea of Usury. From Tribal Brotherhood to Universal Otherwood*, grand livre injustement attaqué que je me félicite de voir réhabilité par rapport au livre, devenu la référence, de J.T. Noonan.

référence aux institutions familiales, mais son œuvre ne concerne pas l'usure.

En définitive, l'impitoyable Clavero constatant que le plus important, la culture religieuse, a été le moins bien traité, décide pour rendre sa démonstration plus forte qu'il vaut mieux « se défaire de la partie constructive explicative » des plus intuitifs historiens et « ignorer l'historiographie ».

Le premier moment de la démarche est alors venu, celui de l'élaboration des *questionnaires* à partir des mots et des textes des Temps modernes exprimant les représentations des hommes de cette période sans l'écran des théories biaisées par des conceptions anachroniques.

Au point de départ, il y a la théologie et l'auteur rappelle la hiérarchie, ou du moins l'ordre des disciplines du savoir dans les Temps modernes. La *theologica* conduit à la *juridica* qui fait pénétrer dans l'*oeconomica*. Le droit n'est pas premier pour l'ordre social. Avant lui, il y a la charité, l'amitié, c'est-à-dire la « bienveillance mutuelle » et la justice. A partir de là, il faut considérer la gratitude, l'intention, et on arrive à l'usure mentale. Ces principes, ces vertus dominent l'échange et permettent de le juger. L'usure est question d'inimitié. L'intérêt économique n'a pas sa place dans cette mentalité théologique. La pierre de touche en est le négoce de la banque. On y retrouve les vertus de la relation *féodale* : « Religion, piété, innocence, amitié, révérence, concorde, miséricorde. » C'est là que se situe le *bénéfice*, qui est bienfait et procède de la « liberté féodale ». La *charité* précède la justice. Le fief est « merci et grâce ». Ces concepts médiévaux ne se sont pas évaporés aux Temps modernes. On reste dans un système de *libéralité* : « Le concept de bénéfice est bien plus que féodal et continue d'être religieux, non seulement parce qu'il est canonique mais aussi parce qu'il est bancaire. »

Se manifeste alors le concept clé, le mot qui explique le fonctionnement de tout le système. C'est l'*antidora*, mot grec présent dans les textes d'époque auquel correspond le *beneficium* latin. C'est la « contre-prestation », oserais-je dire le « contre-don », mais Clavero a écarté l'anthropologie sociologique à la Marcel Mauss. Cette contre-prestation « demeure toujours gracieuse ». *Gratis* est depuis la Bible le mot d'ordre

du système. Tel est le paradigme général « porteur de sens économique ». Il régit le champ de l'économie. Si le *beneficium* est l'objet, l'« *antidora* est la méthode ».

Clavero passe alors « de la dimension morale à la dimension juridique puis, si cela semble pertinent, à l'économique ». Après les questionnaires, le second moment de la démarche est venu : les *enquêtes*. Elles sont d'une ampleur considérable. Le corpus de citations de Clavero est impressionnant. Il est latin car l'auteur note que, si le vocabulaire est passé du grec au latin, il n'a pas franchi la barrière du castillan.

Le droit, c'est-à-dire les contrats, intervient. Il favorise un trafic social par le régime de contrats qui doit, « en théorie, répondre au commandement de l'amour et à l'interdiction de l'usure ». Le prêt doit « susciter l'amitié, ou, à tout le moins, une pieuse affection et par amitié et bienveillance toute chose peut être reçue licitement ».

Je ne suivrai pas l'auteur dans le détail passionnant du labyrinthe. Retenons les points forts.

Voilà d'abord soumis à l'enquête la banque et l'échange, la banque et le dépôt. Ces termes, ces opérations suffisent-ils à définir la banque ? Il n'y a pas de droit proprement bancaire car la banque, tolérée par les théologiens, entraine en conflit avec le paradigme de l'usure. La banque était « une pratique de frontière ».

Où réside donc l'économie ; constitue-t-elle une réalité distincte ? Comme « il ne pouvait alors exister d'économie de la justice, mais seulement une économie de la charité », commandée par l'amitié, la conclusion tombe, nette, tranchante : « L'économie n'existe pas. » Et le droit lui-même « n'occupe pas tout le terrain et ne se suffit pas à lui-même, un ordre de la charité le précède et le guide ». On n'est pas sorti de la religion.

Arrive alors l'« heure de vérité » : la banqueroute. Si on peut admettre — et il faut le démontrer — la banqueroute due « à un contretemps ou à un revers de fortune », la banqueroute en général est punition. Elle a pour cause le non-respect par le commerçant des vertus qui doivent régir le système antidoral. La théologie continue à s'imposer non seulement au droit mais aussi à l'économie. Et ici il n'y a aucune évolution : « Il

n'y a ni Renaissance ni Lumières qui vaillent. » Le fonctionnement du *beneficium* féodal continue.

Clavero ne se satisfait pas bien entendu de ces résultats essentiellement négatifs. Il ébauche dans une « partie conclusive » un traitement positif des résultats.

Il faut établir pour définir cette « mentalité antidorale » (Clavero la débusque jusque chez Cervantes) une « grammaire de la charité » car « tout est grâce ». Mais la philologie qui permet de l'établir doit être une philologie de l'époque, « non pas diachronique et intransitive mais, au contraire, synchronique et transitive, plus intrinsèque que comparative » et qui s'appuie « sur une démarche explicative intertextuelle ». Elle exclut des représentations alors inexistantes, celles du Marché et de l'Etat comme concepts. Elle est dominée par la Religion, la seule vraie, la catholique. Et Clavero n'accepterait sans doute pas pour cette conception qu'on la situe dans la Contre-Réforme car pour ses théoriciens et ses acteurs elle n'a pas changé, elle est divine, ou mieux, « naturelle ».

Cette construction est anthropologique au sens nouveau que donne l'auteur à ce terme. Et elle a eu une « fonction sociale » importante qui consistait en « fonctions proportionnelles » conformes à l'amitié et faisant fonctionner de front égalité et liberté : « égalité entre les valeurs qui se négocient et s'échangent, liberté des parties qui se font des cadeaux et se rendent des services ». C'est « une forme de soumission libre et non pas servile » à l'intérieur d'une religion qui n'est pas seulement « une religion de la liberté et de l'égalité mais encore de l'amour » et d'une communauté « si librement inégalitaire qu'elle tenait ses proportions pour le canon de l'égalité elle-même ». Tout devrait y être *bénéfice*, c'est-à-dire « acte de charité avant que de l'être de justice ». Et le moteur du système, c'est l'*antidora* qui faisait du bénéfice une obligation mais « jamais juridique, toujours naturelle, c'est-à-dire première ». Dans tout cela l'*individu* n'a pas sa place. Il existe une « persona » individuelle mais pas de personnalité car celle-ci ne représente pas un sujet social.

Cette économie n'est pas pour autant une économie naturelle en lieu et place d'une économie monétaire : « il y a de l'argent mais pas d'économie » car « le numéraire est mis au

service de la communication des biens qui est une expression de la charité ».

Ici arrive alors un repentir. Ne faudrait-il pas passer par l'économie de la famille et, pour reprendre les termes aristotéliens, reconstituer une *oiconomia* familiale plutôt que l'économie héritière de la chrématistique ? C'est la revanche de Tchaianov.

Le point d'orgue éclate enfin : « tout est *antidora* ». D'où « l'importance sociale d'une théologie morale et d'une éthique économique ». L'ordre social « avant de relever du droit était religion et oïconomie ».

Pour toutes ces raisons, « l'histoire, même totale, était insuffisante » et « aucune autre histoire n'est pertinente ».

L'anthropologie à construire qui a besoin d'une « histoire intégrale avec toute son autonomie » ne doit pas seulement considérer aussi les hommes du passé, de notre passé, comme des étrangers ainsi que le fait l'anthropologie actuelle avec les « autres » d'aujourd'hui. Elle doit être commune, universelle, générale.

« L'*antidora* est l'histoire. »

Au terme de ce résumé — analyse que j'espère fidèle à ce grand livre —, on me permettra quelques réflexions plus personnelles.

Si Bartolomé Clavero tolère un bref retour à l'historiographie, je voudrais souligner quelques propositions majeures à cet égard.

D'abord l'usage impertinent et prématuré par une majorité d'historiens des Temps modernes du concept de capitalisme. Jusqu'à la Révolution française du moins, l'Europe catholique est restée dans le cadre de la féodalité. Une féodalité dans laquelle la religion a une place première. Le concept de modernité appliqué aux Temps modernes est à réviser sinon à ranger parmi les vieilles lunes. A cet égard ce livre est un anti-Hausser. Il faut de façon générale se méfier des périodisations, celles surtout, malheureusement les plus nombreuses, qui ne partent pas des mots et des concepts d'époque. C'est un sujet de satisfaction pour un historien comme moi qui suis persuadé de l'existence d'un « long Moyen Age ».

Si j'ai été heureux de voir Clavero, à un moment où il est de bon ton de vouloir « en finir avec les mentalités », faire un usage pertinent du concept de mentalité, comme je pense qu'il faut être lucide sur les insuffisances, les limites et les faiblesses de ce concept, il me semble, à la lecture de ce livre, qu'il est urgent de construire un type d'histoire auquel je m'intéresse depuis un certain temps, l'histoire des *valeurs*. Ce terme, qui remplace la conception démodée d'*idées-forces*, représente ces idées qui sont aussi des principes de morale et d'action pour toute société, et dont l'historien doit tenir grand compte dans son analyse des comportements individuels et collectifs. Même si on ne croit pas en l'existence de valeurs transcendantes et encore moins éternelles, comment faire de l'histoire sans tenir compte de ces idéaux qui font fonctionner les sociétés ?

Je crois aussi à l'importance de s'appuyer sur une philologie d'époque. Là où le mot n'existe pas, je pense que la chose qu'il est censé désigner, représenter, n'existe pas non plus. Sur la notion limitée de purgatoire, j'ai tenté de le montrer. Clavero le démontre brillamment pour l'économie. J'estime qu'on pourrait aussi le faire avec profit pour travail.

Mais plus que des confirmations, j'ai trouvé dans ce livre des perspectives nouvelles et des motifs de repentir. Car il oblige à repenser la méthode historique, même si je regrette que l'apport à cette méthode d'historiens comme Lucien Febvre et Marc Bloch n'y soit pas mentionné ni examiné.

Dernières réactions à cette enquête que l'auteur clôt sur un constat d'échec qui n'est sans doute qu'une ultime provocation, et peut-être la coquetterie d'un auteur sans concessions y compris vis-à-vis de lui-même (et si échec il y avait, il serait encore éclairant et salutaire, la lumière et le salut nous maintenant dans le domaine de la religion et de la théologie), quelles questions, après l'avoir lue et méditée, peut-on poser ?

Quant à l'interrogation radicale sur la discipline historique, quelle révision déchirante impose-t-elle aux historiens au-delà de l'éclatante étude menée ici en dehors d'elle ?

L'anthropologie qui serait l'objet de la science sociale fondamentale est-elle une théologie dont la référence ne serait plus Dieu mais l'homme ?



L'« histoire intégrale avec toute son autonomie » dont nous aurions besoin, qu'est-elle précisément ?

L'histoire « objective » existe-t-elle en dehors de cette histoire-historiographie dont l'impuissance à connaître le passé se veut ici démontrée ? Doit-elle renoncer à établir de façon critique, comme le voulait Marc Bloch, des relations réciproques entre le passé et le présent ? Les historiens doivent-ils renoncer aux méthodes et aux outils qui ont été créés après les époques qu'ils étudient ?

Ne pouvons-nous échapper à une incapacité à reconnaître les hommes du passé comme autres ? Sommes-nous condamnés à l'anachronisme et à des prisons qui ne sont plus les prisons braudéliennes de la longue durée mais les prisons du présent, du contemporain ? Ne faudrait-il pas réfléchir sérieusement sur l'anachronisme qui procède — dans son usage comme dans son refus — d'une idéologie sous-jacente de l'histoire ? C'est un dossier à regarder de près, sans préjugés, une enquête à mener de façon approfondie.

Ne peut-on refonder l'histoire qu'en l'immobilisant ?

En tout cas, ce grand livre qui ne ressemble à aucun autre livre d'histoire (mais est-ce un livre d'histoire ? L'auteur ne le nie-t-il pas ?) est une contribution majeure à la compréhension de la crise que vivent actuellement l'histoire et les sciences sociales (Bernard Lepetit l'avait compris) et, car nous pouvons peut-être échapper au pessimisme en apparence intégral (j'allais écrire intégriste) de Clavero, à la recherche d'une voie pour en sortir et pour refonder sur des bases redevenues créatrices ces sciences conjecturales.

Jacques Le Goff



## Avant-propos

Ceci n'est pas un livre d'histoire de la religion ni d'histoire de l'économie ni d'histoire du droit. J'oserais dire qu'il porte sur l'histoire de la culture si j'étais vraiment certain qu'il s'agisse d'un livre d'histoire. Il y a plus de dix ans, j'ai conçu le projet de reconstruire l'anthropologie sociale de la société européenne à l'Epoque moderne à travers sa jurisprudence. C'était le bon moment. En Europe, avec l'horizon de l'intégration, nous étions poussés à retrouver un certain droit. En Espagne, une fois acquise la Constitution, il n'y avait plus de tâche urgente.

J'ai donc poursuivi mon idée. J'ai présenté le projet aux auditoires les plus divers, des juristes positifs aux juristes méditatifs, des historiens généraux aux historiens spécialisés, et même devant des scientifiques tout court. J'ai recueilli des objections, exploré des domaines, confronté des positions, fréquenté des revues, collecté des articles, exposé des pages, attendu des lectures, et j'ai obtenu du temps. Je crois que le moment de la récapitulation est venu. Voici le résultat. Je dois avouer que mon aventure s'est soldée par un échec. Elle finit par une capitulation. Je le dis dès le départ, pour que personne ne vienne ensuite se plaindre d'avoir été trompé.

On verra que tout n'a été qu'un mirage. La jurisprudence n'était pas si essentielle. Le droit commence à l'être lorsque l'individu s'affirme comme sujet, c'est-à-dire en notre temps. Auparavant, il était second. Il dérivait et dépendait d'ordres sociaux d'un autre genre. Maintenant, au contraire, même lorsque l'on recherche la réduction du droit individuel, c'est tou-

jours le droit qui opère. Pendant longtemps, les choses n'allèrent pas ainsi. Mais qu'on ne me refuse pas une consolation : mon enthousiasme n'a pas été totalement vain ni mon travail tout à fait stérile. La jurisprudence historique conduit quelque part : elle ne m'a renvoyé à aucune économie ni vers aucune sociologie, elle m'a conduit à une théologie.

Je n'ai pas encore dit le plus grave. Je prétendais pénétrer la société d'alors et, finalement, il se trouve que nous n'y avons aucun accès. La théologie elle-même ne nous y conduit pas. La recherche qui veut connaître un autre temps est incapable d'échapper au sien propre. Son objectif secret et son engagement explicite ont été de lutter contre les effets de miroir et d'éviter que l'histoire ne se réduise à la reconnaissance du même, se rendant ainsi incapable de connaître l'autre. Mais il se trouve que la traversée du miroir n'a servi qu'à se retrouver soi-même. Cette déroute est menée à bon port et cet échec recèle un succès. L'image de soi cesse d'être aplatie, elle a pris du relief. Entre les deux extrêmes que sont la connaissance de l'autre et la reconnaissance de soi, il existe un moyen terme, finalement plus important, c'est-à-dire la connaissance du même, la connaissance de soi. C'est ma dernière illusion.

Au bout du compte, cette étude parle de nous, les contemporains, et pas des autres, ceux du temps passé. En deux mots, ce dont je dispose finalement c'est d'une recherche sur l'époque qui nous a précédés, sur son éthique sociale qui ne doit rien au droit individuel et qui me sert pour arriver à comprendre non pas cette époque ancienne mais plutôt notre temps présent, avec son droit individuel et son absence d'éthique sociale. Je ne livre que ce que j'ai recueilli. Finalement, nous aurons moins affaire au traitement accessoire de patients lointains et devenus étrangers qu'à l'autoanalyse culturelle de l'auteur et de son lecteur, pour autant qu'il accepte de faire le chemin en ma compagnie.

Mais ce livre porte aussi sur ce qu'il annonce, l'*antidora*, cette forme oubliée de trafic social qui portait en elle la réciprocité amicale et avait en horreur la formalisation juridique. N'anticipons pas. Si la relation et le trajet qui unissent et séparent cet objet et cette fin ne s'expliquent pas par eux-mêmes, des explications postérieures seront difficilement en mesure de

Collection « *L'Évolution de l'Humanité* »  
fondée par Henri Berr,  
dirigée par Jean-Claude Perrot et Philippe Boutry

*L'Évolution de l'Humanité* a été fondée en 1920. Son initiateur, Henri Berr, entendait récapituler l'appréhension du passé et renouveler les méthodes de la recherche.

Aujourd'hui, la synthèse historique appelle bien, comme naguère, le choix des grandes échelles de temps ou d'espace, mais elle requiert aussi l'analyse intensive d'objets plus circonscrits. Ces nouveaux découpages suggèrent des principes explicatifs inédits et donnent à lire selon d'autres configurations l'évolution de l'humanité.

Parce que à chaque moment de l'histoire les sujets intéressants se convertissent en sujets importants, la collection poursuit son rôle en aidant les lecteurs à les identifier, et à se situer eux-mêmes dans le passage du temps.

Alain BOUREAU, *Le Droit de cuissage. La fabrication d'un mythe (XIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*.

Éric BRIAN, *La Mesure de l'État. Administrateurs et géomètres au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

Francis CONTE, *Les Slaves. Aux origines des civilisations d'Europe centrale et orientale*.

Catherine COQUERY-VIDROVITCH, *Histoire des villes d'Afrique noire. Des origines à la colonisation*.

Alain CORBIN, *Les Cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIX<sup>e</sup> siècle*.

Laurence FONTAINE, *Histoire du colportage en Europe (XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*.

Étienne FRANÇOIS, *Protestants et catholiques en Allemagne. Identités et pluralisme, Augsburg, 1648-1806*.

Gabriel GOHAU, *Les Sciences de la Terre aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*.

Jean-Yves GRENIER, *L'Économie d'Ancien Régime. Un monde de l'échange et de l'incertitude*.

Jean HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique*.

David S. LANDES, *Banquiers et pachas. Finance internationale et impérialisme économique en Égypte*.

François LAPLANCHE, *La Bible en France entre mythe et critique (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*.

Bernard LEPETIT, *Les Villes dans la France moderne (1740-1840)*.

Jacques ROGER, *Les Sciences de la vie dans la pensée française du XVIII<sup>e</sup> siècle*.

Christian TOPALOV, *Naissance du chômeur (1880-1910)*.

Hélène VÉRIN, *La Gloire des ingénieurs. L'intelligence technique du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

Herwig WOLFRAM, *Histoire des Goths*.

*Les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, sous la dir. de Bernard LEPETIT.

*La composition de cet ouvrage  
a été réalisée par Nord Compo,  
l'impression et le brochage ont été effectués  
sur presse Cameron  
par **Bussière Camedan Imprimeries**,  
à Saint-Amand-Montrond (Cher),  
pour le compte des Éditions Albin Michel.*

*Achévé d'imprimer en octobre 1996.  
N° d'édition : 15734. N° d'impression : 1/2401.  
Dépôt légal : octobre 1996.*